

Les enjeux locaux de l'eau

La domestication de l'eau avec l'arrivée de l'eau courante au domicile de chacun est une histoire récente qui s'inscrit dans le grand bouleversement de nos modes de vie qui progressivement, nous ont conduit à nous détacher de nos liens avec la nature.

La manière dont nous faisons usage de notre eau révèle notre société actuelle. Comme l'écrit Edgar Morin « L'écologie a le mérite de nous amener à modifier notre pensée et notre action sur la nature. Certes, cette modification est loin d'être accomplie. A la vision d'un univers d'objets que l'Homme est destiné à manipuler et à asservir ne s'est pas encore vraiment substituée la vision d'une nature vivante dont il faut respecter les régulations et les diversités ».

Nous pouvons donc interpréter la crise de l'eau actuelle comme une chance, une opportunité formidable pour retrouver le chemin de l'eau vivante que nous avons perdu. Il nous faut donc nous engager dans une gestion de la ressource eau complètement repensée.

Dans le Vallespir cette évolution s'est faite progressivement portée par la lutte citoyenne engagée à compter de l'année 2005 pour un retour en gestion de service public en régie.

Au moments les plus forts de notre mouvement, l'action des usagers actifs a pu mobiliser parmi la population une majorité de l'opinion favorable à nos propositions et rassembler plusieurs centaines d'adhérents. En témoigne notre pétition pour un retour en régie, qui, sans même avoir été menée à son terme, a recueilli 4000 signatures parmi les usagers des six communes membres du syndicat intercommunal d'Arles sur Tech. Des débats publics nombreux, aux assemblées fournies et attentives, furent une des expressions de ce mouvement.

Nous étions novices sur le sujet, nous n'imaginions pas que nos élus l'étaient tout autant, alors que nous commençons à chercher à savoir comment tout cela fonctionnait.

Nous avons découvert une gestion des services de l'eau et de l'assainissement laissée entre les seules mains de l'entreprise délégataire. La lecture des documents publics de cette période révélant 33% de pertes dans le réseau de l'eau potable ainsi que des stations d'épuration en mauvais état de fonctionnement ou carrément obsolètes.

A aucun moment durant ces deux années, un dialogue n'aura pu s'établir afin que s'engage un débat public sur le mode de gestion de l'eau et de l'assainissement dans notre vallée. Malgré nos argumentations et le retentissement médiatique considérable, un nouveau contrat pour huit ans fût signé durant l'été 2007.

L'onde choc de ce dialogue de sourds entre les élus des six communes en question et les usagers ne s'arrêtera pas là. Elle aura des répercussions durant les élections qui suivirent : députation et municipales. Une de ses traductions fût l'émergence de listes citoyennes obtenant des scores encourageants.

Dix huit mois se sont écoulés depuis cette période. Nous sommes fin 2009, nous découvrons une situation encore bien plus dégradée que celle que nous avons constatée à la fin du contrat antérieur !. Le taux de fuite dans les réseaux de distribution atteignant 44,3%, soit plus d'un million de m³ d'eau potable. La situation de l'assainissement, de manière globale n'a guère évolué puisqu'elle constitue un foyer récurrent de pollution du Tech comme le souligne les études les plus récentes du BRGM et de l'Agence de l'eau.

Même si les conditions d'un dialogue authentique avec le SIAEP d'Arles sur Tech ne sont pas encore réunies avec le refus tout récent, de notre demande de création d'une commission consultative ; notre combat n'aura pas été vain.

Une évolution importante des esprits concernant les enjeux de l'eau a vu le jour, tant chez l'utilisateur, que parmi les élus qui s'obligent à accorder davantage d'attention au sujet.

Tout le monde se rend compte, maintenant, que notre association s'est inscrite dans le paysage local et qu'il faudra désormais compter avec l'avis et la participation des usagers.

L'année 2008 fût profitable à l'association pour reconsidérer son action en étendant ses buts et en élargissant son champ d'action à l'ensemble du bassin versant du Tech. Nous avons compris que nulle solution pérenne à la préservation de notre ressource et à la qualité de celle - ci ne pouvait s'obtenir si nous ne prenions pas en considération l'ensemble de cet écosystème.

On observe, dans le haut de la vallée des petites communes assurant une gestion de l'eau en régie de service public avec des difficultés. Sur le bas de la vallée littorale, on assiste à un mouvement de retour progressif de gestion intercommunale en régie partielle, puisant sa ressource dans les nappes profondes du pliocène notamment. Entre ces deux territoires, les six communes attachées au SIAEP d'Arles sur Tech captant principalement une eau de surface en mode de gestion déléguée à VEOLIA depuis 68 années consécutives.

On imagine la dynamique qu'il serait souhaitable d'engager afin que des échanges de savoirs, des pratiques, des difficultés rencontrées s'établissent entre ces communes pour qu'à terme une authentique mutualisation des compétences, des moyens au service d'une gestion en régie de service public sur l'ensemble de la vallée voit le jour.

Nous avons engagé notre action dans ce sens.

L'eau, les sols et l'homme sont interdépendants. Le lien entre l'assainissement et la ressource, l'accès à une eau de qualité dépend des systèmes d'épuration et des eaux de ruissellement, nécessitant une agriculture qui devienne écologique et un urbanisme prenant en compte l'ensemble des paramètres mesurant son impact sur le territoire.

Notre vallée du Tech, tout comme les Pyrénées Orientales possède une biodiversité d'une richesse exceptionnelle. Actuellement, chaque nouvel arrivant dans les Pyrénées orientales génère 425 m² d'urbanisation du territoire selon le mode d'urbanisation en cours.

A ce phénomène migratoire soutenu s'ajoute le flux d'un tourisme de masse saisonnier. Les caractéristiques du climat Méditerranéen très contrasté, augmenté des effets du changement climatique accentuent les tensions en besoin d'eau dans les périodes sèches. Ce qui fait des Pyrénées orientales, un contexte socio - économique parmi les plus tendus du Languedoc Roussillon selon les études du BRGM.

Notre département dans sa partie littorale extrait chaque année 80,6 millions de m³ d'eau de cette ressource. C'est une manne dans laquelle on puise allégrement sans soucis du lendemain pour l'instant. C'est aussi là que se concentre les pouvoirs politiques du département avec la population la plus nombreuse et parmi ceux - ci les plus riches économiquement.

Cette consommation en eau potable du pliocène a triplée en 30 ans. Le volume de la ressource n'a pu être quantifié de manière certaine mais baisse dangereusement. Cette ressource se reconstitue à une vitesse sans commune mesure avec l'échelle humaine. On observe au fil des ans une poussée sous - marine engendrant une salinisation de la ressource. Les forages sont légions comptant parmi ceux - ci un grand nombre non déclarés. Les forages abandonnés ou mal réalisés sont devenus sources potentielles ou effectives de pollution.

Cette ressource, hormis le secteur de la Côte Vermeille, est gérée par les multinationales de l'eau. C'est une manne financière extraordinaire.

Autre aspect de l'usage de notre ressource eau : les canaux d'arrosage. Cette richesse est le fruit du travail des Hommes qui ont créé de leurs mains ces paysages.

. Au début du 20^{ème} siècle on recensait 5000 kms de canaux. Aujourd'hui il en demeure encore en fonctionnement 3000 kms qui irriguent 20 000 hectares répondant principalement aux besoins de l'arboriculture et du maraîchage qui se diversifient dans ses usages péri - urbains. Ces canaux sont gérés par 250 Associations syndicales d'usagers, dites ASA. Sous la pression de l'urbanisation, peu à

peu, s'atrophient et disparaissent des nervures de ce formidable maillage du territoire d'un patrimoine millénaire dont nous sommes les héritiers.

Au delà de ses fonctions premières, indirectement, les réseaux de canaux d'arrosage jouent un rôle dans la recharge des nappes phréatiques et contribuent ainsi à enrichir la biodiversité de la faune et de la flore en créant des micro - écosystèmes.

Le bilan de la politique de l'eau actuelle se traduit par une consommation exponentielle, des gaspillages dans les réseaux de distribution non résorbés, des écarts de consommation saisonniers de plus en plus problématiques. Un essor de pollutions diffuses des eaux de surface et souterraines.

Jusqu' à quand et jusqu'où irons - nous ainsi ?.

Face à cette perspective , dans un article du Midi Libre, le conseil Régional vient d'annoncer l'intention de faire aboutir le projet Aqua Domitia de transfert de l'eau du Rhône jusqu'à Perpignan d'ici 2015 et jusqu'en Espagne.

L'aboutissement d'un tel projet signifierait un prix de l'eau élevé. Le Conseil Régional veut le justifier pour l'irrigation de la vigne.

Si ce projet venait à se concrétiser, ce serait de fait, le renoncement à gérer nos eaux par bassins versants, le renoncement définitif à engager une politique de protection et de gestion des ressources locales en eau, l'abandon de toute politique de revalorisation du patrimoine naturel existant de l'arrière pays.

Ce serait, une fois encore, le choix d'une politique de facilité, poussée par des gains à court terme renforçant un népotisme local qui trouve ses racines dans l'intérêt d'une politique foncière tous azimuts. Là encore ! les grands groupes financiers de l'eau sont directement impliqués dans ce projet Aqua Domitia, en l'occurrence la SAUR.

Tel est globalement le contexte dans lequel se situent nos enjeux de l'eau locaux.

Agissant toujours en aval de la ressource, les entreprise privées de l'eau se sont toujours fait les champions de la gestion de l'eau, engendrant une fuite en avant technologique de plus en plus complexe et coûteuse pour l'usager.

Leur objectif n'étant pas d'agir à la source des problèmes mais de créer du profit et pour cela, rendre l'eau toujours plus rare donc plus chère.

Une entreprise comme VEOLIA anticipe énormément et est à l'écoute des mouvements d'opinion. C'est ainsi que VEOLIA propose un accompagnement pour le retour en régie aux collectivités mais suivi d'une batterie de services de sous - traitances techniques. LA SAUR, s'est mise, à son tour, au goût du jour quand Joël Séché, dit, dans le journal du Monde daté du 24 mars dernier « peu importe finalement que nos contrats s'inscrivent dans une délégation de service public ou dans une régie publique, l'essentiel étant de fournir des prestations de services »

Jusqu'à il y a peu de temps, nous considérions tout progrès technique nous permettant de transformer le milieu naturel comme quelque chose de positif. Nous sommes dorénavant de plus en plus amené à reconsidérer cette évidence.

Albert Jacquart dit à ce propos « On ne peut plus utiliser aveuglément les moyens technologiques que nous nous sommes donné sans penser à leurs impacts sur nos modes de vie et leurs effets sur le milieu naturel » ; « l'important - précise t'il - n'est pas d'accélérer les avancées techniques mais de les orienter en fonction d'objectifs éthiques »

Les politiques publiques de l'eau sont en crise sous le joug du privé, de leur technologie et des connaissances scientifiques, entre les seules mains de ces entreprises.

L'objectif européen d'atteindre le bon état écologique en 2015 ne le sera pas, ici dans la vallée du Tech comme dans beaucoup d'autres régions en France. La France devra payer de lourdes pénalités

et les collectivités locales ont désormais obligation de résultat pour accéder à des financements rendus difficiles et plus rares. La facture des usagers supportera les conséquences de cette politique.

C'est dans ce contexte local et général que l'on mesure toute l'importance du rôle majeur que les usagers doivent jouer.

L'eau étant une ressource locale, c'est une chance pour les usagers dans la reconquête de ce bien commun.

En se réappropriant la question de l'eau, les usagers vont progressivement redécouvrir leur territoire et l'habiter au sens étymologique FORT du terme !.

Des stations d'épurations écologiques plus petites, localisées, ayant un impact que le milieu naturel puisse absorber, l'essor de toilettes sèches, la récupération des eaux de pluie, l'accompagnement à une bonne gestion des systèmes d'assainissements individuels, ne plus utiliser l'eau potable là où cela n'a pas de raison d'être.

Il nous faut penser à des solutions universelles simples et efficaces, que tous les Hommes puissent s'approprier.

Des solutions existent, des expérimentations se développent avec l'essor de mouvements d'usagers comme le nôtre. Sous la pression de ceux-ci, les collectivités locales s'obligent à prendre en compte des propositions novatrices.

La gestion de l'eau est donc bien l'affaire de tous.

Le temps n'est pas si éloigné où la communauté humaine comptait sur le savoir-faire de tous les citoyens. Cette ingéniosité, cette créativité va devoir à nouveau s'éveiller pour répondre aux défis d'aujourd'hui.

La démocratie représentative dans son fonctionnement actuel n'est plus suffisante pour répondre aux aspirations des citoyens et aux défis de tous ordres qui se conjuguent aujourd'hui. Lors des dernières élections Régionales, 58% des femmes, 72% des jeunes de 18 à 34 ans et 69% des ouvriers se sont abstenus de voter.

Il est urgent que nous inventions des formes nouvelles, porteuses de sens, qui permettent aux citoyens de s'associer à des projets qui les concernent au premier chef. Que ceux-ci acquièrent un véritable pouvoir de contrôle et de participation aux décisions dans la gestion de l'eau. Cela n'ira pas de soi. Les usagers devront aussi savoir se faire entendre.

Informers, échanger, enseigner, expérimenter, ce sont les objectifs majeurs que l'association s'est donnée lors de notre dernière Assemblée Générale avec l'appui à la création de classes d'eau scolaires et la mise en place d'une université populaire de l'eau itinérante. Ceci représente la clef de voûte du changement à opérer.

Je conclurai par une ligne saisie dans le dernier livre d'Isabelle Stengers ; qui par le plus beau des hasards vient demain à la rencontre de la jeunesse au lycée de Céret.

« Nous devons accepter de changer de mode de vie » pour résister à la barbarie qui vient, titre de son livre.

Merci !

Pour l'association, le Porte-Parole : Dominique Bonnard

Amélie, le 7 avril 2010

